

et d'intervention peut être un facteur actif de paralysie. (Algérie)

Il faut lutter avec fermeté contre le sentiment largement répandu dans l'organisation que le mot d'ordre « on te donne un fusil, prends-le » est dépassé et qu'aller au service n'est pas une tâche primordiale pour un militant. L'isolement et la neutralisation des militants les plus « fichés » ne peut pas être généralisé en situation valable à grande échelle. Y compris techniquement, les militaires ont des moyens limités dans ce domaine; isoler un militant du gros de la troupe, c'est aussi en bien des cas lui donner une disponibilité spatiale et temporelle contradictoire avec le but recherché.

V) L'anti-militarisme en France et nos tâches : construction des CDA

CF. — Circulaire de 8 pages remise aux DV-DS et membres du CC (déc.72)

Quelques remarques :

— Ce qu'il y a d'erroné (autocritique !) dans la circulaire de 8 pages : la distinction formelle entre thèmes généraux du CDA et une « plate-forme Ligue ». En réalité les points divers contenus dans cette « plate-forme » ne sont pas autre chose que le contenu concret des « thèmes généraux » de l'Appel du CDA. La seule exception concerne évidemment la question de l'apprentissage militaire.

— La question des thèmes d'intervention : tous les thèmes de l'appel et y compris la question nucléaire et celle des ventes d'armes sont rattachables à un seul axe : la dénonciation de l'armée bourgeoise, armée de guerre civile et de guerre de classe internationale. Cela répond à une tâche fondamentale des révolutionnaires internationalistes. Nous pouvons remplir cette tâche partiellement dans une organisation de masse avec un minimum de souplesse de formulation concernant la question des « Etats ouvriers ».

— L'unification dans une organisation de masse et l'éducation de la jeunesse anti-militariste passe par la prise en charge de l'éclatement actuel des thèmes et des regroupements locaux. Il serait erroné de vouloir imposer une campagne prolongée sur un seul et même thème car nous laisserions le mouvement éclaté.

— La question des 6 mois de service : une telle revendication centrale irait à l'encontre de la réalité du mouvement anti-militariste actuel et de nos objectifs à moyen terme : construire une organisation de masse sur un axe anti-armée de guerre civile. Ce qui domine dans la jeunesse aujourd'hui, c'est le sentiment que le service militaire est suranné et inutile ; qu'il n'est pas autre chose qu'un embrigadement idéologique. Et la logique de cette analyse superficielle est précisément la revendication des 6 mois, d'où le clivage immédiat qu'il faut précisément éviter parce qu'il n'a pas encore de racines sérieusement cristallisées et que nous serions minorisés.

De fait, nous favoriserions un courant anti-militariste face auquel la bourgeoisie a des moyens de désamorçage. Ce qui se passe en Suisse, en Belgique et partiellement en France montre que la bourgeoisie étudie les moyens d'une répartition sélective (politiquement) de la jeunesse dans des tâches qui en fin de compte concourent à la constitution d'une armée de guerre civile, mais qui ne nécessitent pas l'uniforme, la discipline de caserne, l'armement, toutes choses qui seraient réservées aux

jeunes ouvriers et paysans plus malléables, moins politisés, encadrés par la fraction fascisante de la jeunesse.

C'est pourquoi, il faut avoir en vue nos objectifs stratégiques et non pas à courte vue raisonner en termes de ce qui « va mobiliser le plus ».

— Si nous examinons ce que fait concrètement « Révolution ! » depuis les assises du CLAM, et le contenu de leur dernier bulletin, on ne trouve pas une once de chose plus « lutte de classe révolutionnaire » que ce que serait le CDA et son journal.

Murcia

◀ TENTATIVE DE CONTRIBUTION AU DEBAT SUR LES CDA (Corentin-(Rouen))

En rédigeant les réponses au questionnaire de la CNA pour le secteur lycéen de Rouen, j'y ai fait passer implicitement une orientation qui se dégageait de notre expérience, mais sans connaître les termes du débat en cours au CC.

Depuis, j'en ai eu connaissance — en gros — à l'occasion de la commission nationale lycéenne des 13 et 14 janvier et en fonction de ce débat, j'aurais quelques nouveaux arguments et quelques précisions à apporter.

1) Il est vrai qu'à terme, nous serons obligés de mettre en avant des mots d'ordre « offensifs », c'est-à-dire non plus de simples dénonciations, mais des revendications.

2) Il n'en reste pas moins vrai que les plus ou moins « pacifistes » évolueront d'autant plus rapidement que nous travaillerons régulièrement et étroitement avec eux dans un même cadre organisationnel : une organisation se plaçant d'emblée sur des positions type : « réduction du temps de service au temps de classes » risque fort de laisser de côté tout ce courant, diffus, mais constituant la conscience moyenne de la jeunesse radicalisée qui refuse l'armée et ne vise pas à la transformer. On ne naît pas avec dans la tête la problématique transitoire. !

3) Il faut bien comprendre ce que signifie « refus » de l'armée. Il ne s'agit pas du tout, sauf cas isolés, du traditionnel pacifisme bélant et strictement individualiste. C'est avant tout la haine de ce qui est en même temps le fer de lance et le concentré de la société d'oppression. L'insistance mise par ce courant sur les deux aspects : « embrigadement au profit du capitalisme » et « briseuse de grèves » montre bien que la motivation de ce refus n'est pas la non-violence, mais même si c'est confusément, une motivation anti-capitaliste.

Quand, par ailleurs, les armées du « camp socialiste » envahissent Prague pour y faire la sale besogne que l'on sait, il ne faut pas s'étonner que le refus de l'armée bourgeoise soit élargi aux armées des bureaucraties staliniennes.

Or, pendant longtemps, les seuls groupes à faire une propagande anti-militariste, si timide soit-elle, ont été le MDPL, les divers groupes d'objecteurs etc... refusant toutes les armées et passant ainsi pour radicaux. Il est facile de comprendre qu'ils aient pu obtenir une audience dans ce courant. Il faut pourtant noter que les jeunes qui le constituent n'englobent à peu près jamais dans leur condamnation les combattants vietnamiens, pas même l'armée régulière de la RDVN (à la différence des pontes du MDPL).